

D 249 BRESIL: UN EVEQUE MENACÉ D'EXPULSION

Derrière la menace qui plane sur l'évêque Casaldáliga, c'est le problème de la réforme agraire au Brésil qui est posé. L'expansion agraire de type industriel, en plein développement en Amazonie depuis quelques années, entraîne le phénomène connu sous le nom de marginalisation des populations rurales (cf document DIAL D 191: "Le débat sur la mise en valeur de l'Amazonie").

Connu pour ses vigoureuses prises de position en faveur des victimes du développement rural, poète de surcroît (cf DIAL D 177 et 239), Dom Pedro Casaldáliga est évêque de la prélature (nom d'un diocèse sous juridiction romaine spéciale) de São Félix, dans le Mato Grosso. Dans cette région, la tension entre les grandes Sociétés d'élevage et les petits cultivateurs expropriés est vive depuis 1969; la crise s'est aggravée en 1973 avec la condamnation à dix ans de prison du prêtre français François Jentel; elle rebondit aujourd'hui avec la menace d'expulsion de l'évêque lui-même, qui est de nationalité espagnole.

Nous donnons ci-dessous les principaux éléments récents du dossier.

(Note DIAL)

1- COMMUNIQUE DE L'EQUIPE PASTORALE DE SÃO FÉLIX PUBLIE DANS LE BULLETIN DIOCESAIN "ALVORADA" DU 20 SEPTEMBRE 1975

Communiqué urgent adressé à toute la Prélature:

ON VEUT EXPULSER DU PAYS NOTRE EVEQUE PEDRO

De sources sûres, issues tant de l'Eglise que du gouvernement, nous savons qu'est en cours un procès d'expulsion du Brésil de notre évêque, Dom Pedro Casaldáliga.

Le gouvernement instruit le dossier du procès comme si Dom Pedro n'était qu'un étranger, sans tenir compte de son caractère d'évêque de l'Eglise. Les autorités agiraient de la sorte pour ne pas créer de cas entre l'Eglise et le gouvernement, car l'Eglise est considérée comme une force mondiale et la plus grande partie du peuple brésilien se déclare catholique.

Il se trouve que cet étranger est évêque. Il se trouve aussi que l'injustice est un crime, que la victime soit évêque ou simple citoyen.

Cette persécution contre Dom Pedro et la prélatrice de São Félix ne date pas d'aujourd'hui. Voici des années qu'elle dure. Et toujours menée par des autorités locales, fédérales ou de l'Etat; par des grands propriétaires terriens, des militaires, des policiers, des politiciens et autres puissants.

Nous devons le savoir.

Nous nous rappelons parfaitement les moments les plus durs de cette persécution:

- Les calomnies, les pièges, les dangers de mort;
- Les violations de domicile à l'évêché et la fouille des archives de l'évêque, ainsi que de tant d'autres maisons de la région;
- Les arrestations, les mauvais traitements et les tortures subies par un grand nombre de gens du peuple, par des prêtres et autres collaborateurs de Dom Pedro;
- L'assignation à résidence de l'évêque et l'enquête à laquelle il a été soumis par la Police fédérale, avec un interrogatoire de seize heures;
- Les difficultés et les pressions en tout genre que certaines autorités de l'Armée, de la Sécurité nationale, de l'Enseignement et de la Santé exercent sur le travail de la prélatrice par la fermeture de dispensaires, l'interdiction d'enseigner, la prohibition de l'assistance aux indiens, et même les menaces de mort à l'encontre des personnes participant aux réunions, rencontres et célébrations organisées par la prélatrice.

Il y a quelque temps déjà, le gouvernement a voulu expulser notre évêque. Et le P. Francisco Jentel a été condamné à dix ans de prison, emprisonné de fait pendant un an et subtilement éloigné du Brésil.

Récemment, la campagne de diffamation contre notre évêque s'est sérieusement aggravée, allant jusqu'au procès administratif d'expulsion actuellement en cours. Dans ses programmes de télévision à diffusion nationale, et par trois fois au cours des mois de juin et juillet de cette année, la chaîne "Globo" a lancé des attaques directes contre Dom Pedro en le présentant comme un évêque subversif et communiste qui, à travers les sacrements, incite le peuple à la lutte armée. Pour cela, la télévision "Globo" a même montré au public un faux bulletin "Alvorada".

Il est important de noter que cette campagne publique de télévision a commencé au moment précis où se tenait à Goiânia la Rencontre pastorale d'Amazonie sur le thème de la terre et des "retirantes" (1), ainsi que notre évêque l'a expliqué dans son dernier document du 27 juillet 1975 .

Nous nous rappelons tous comment, le 19 août 1973, pendant la messe célébrée sur les bords du fleuve Araguaia en présence de nombreux évêques, les forces de la répression ont lâchement fait circuler à São Félix un tract calomnieux contre l'Eglise pour semer la confusion dans le peuple.

En juillet et en août dernier, le commissaire de police de São Félix et des officiels venus de Barra do Garças et de Cuiabá ont cherché avec insistance à avoir des photographies de Dom Pedro. Certains d'entre eux ont déclaré que quelque chose de très grave allait d'ici peu se produire concernant l'évêque et les prêtres de São Félix.

Des gens bien placés ont averti Dom Pedro que sa vie était en danger,

(1) Littéralement "ceux qui s'en vont", chassés de leurs terres par l'avancée de la colonisation agraire moderne (N.d.T.)

que le gouvernement ouvrirait un procès contre lui et qu'il pouvait être arrêté d'un moment à l'autre.

Les autorités responsables de la Fondation nationale de l'indien (FUNAI) ont récemment interdit à Dom Pedro et à deux autres missionnaires de pénétrer en territoire indien et ont donné l'ordre de les arrêter au cas où ils n'obtempéreraient pas.

L'expulsion de Dom Pedro serait un événement très grave, non seulement pour la prélature mais aussi pour l'ensemble de l'Eglise du Brésil. C'est pour cette raison que l'ensemble de l'Eglise du pays réagit de façon très solidaire pour appuyer notre évêque face à une telle injustice et une telle oppression.

Le 17 août dernier, à l'occasion de la consécration de notre cathédrale, Dom Aloisio Lorscheider, président de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), a tenu à être présent parmi nous et à concélébrer avec notre évêque. Il donnait la preuve de la communion existante entre la Conférence des évêques du pays et notre évêque, entre l'Eglise du Brésil et notre Eglise. Ces jours-ci, la présidence de la CNBB vient de prendre une attitude officielle et publique, assortie des mesures qui s'imposent contre cette tentative d'expulsion de Dom Pedro. Plusieurs évêques du Brésil, par l'intermédiaire du cardinal-archevêque de São Paulo, Dom Paulo Evaristo Arns, ont transmis au pape une lettre de protestation contre cette manoeuvre d'expulsion et d'entière solidarité avec Dom Pedro.

Les évêques déclarent dans leur lettre: "... Au cours de nos réflexions, il ne nous a pas été difficile d'évaluer les proportions importantes des conséquences négatives que revêtirait, au Brésil et à l'étranger, l'expulsion de Dom Pedro Casaldáliga.

" Etant donné qu'il serait touché par cette sanction officielle en raison du fait qu'il s'est mis de façon cohérente du côté des opprimés de son Eglise - fait connu de l'opinion publique nationale et internationale, son expulsion provoquerait un mécontentement très grand dans les nombreux secteurs de population, dans et hors de l'Eglise, qui suivent la lutte entreprise par ce pasteur fidèle.

" Il importe également de souligner que, si la répression officielle parvient à toucher des évêques et à leur retirer toute possibilité de défense, c'est un signe des plus évidents qu'elle écrase impunément, et ce depuis longtemps, de nombreux citoyens anonymes qui ne bénéficient pas des mêmes possibilités de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique.

" C'est pourquoi, conscients que dans le cas de Dom Pedro Casaldáliga, il ne s'agit pas seulement de la cause d'un collègue en épiscopat, mais de celle de la justice en faveur des gens marginalisés d'Amazonie, paysans ou indiens - cause providentiellement assumée par toute une population d'adultes conscients et de jeunes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, nous décidons, en tant qu'archevêques des différentes provinces ecclésiastiques du Brésil, de prendre une énergique attitude de solidarité avec Dom Pedro Casaldáliga, exprimée en gestes publics conformes aux possibilités de chacun.

" Nous estimons de la plus grande urgence et opportunité l'envoi d'un appel conjoint au Saint-Siège de façon à ce que il se prononce, d'une manière ou d'une autre, sur ce grave incident de l'histoire de notre Eglise du Brésil..."

En même temps, de nombreux autres amis de Dom Pedro et de la cause qu'il défend, dans et hors du pays, se manifestent par des documents et des gestes de solidarité. Comme la presse nationale ne peut se manifester à cause de la censure qui étouffe si souvent la voix de la justice et de la vérité, la presse internationale est déjà en train de prendre position en faveur de cette cause juste.

Nous savons tous parfaitement, comme le déclarent les évêques dans le texte ci-dessus, quelle est la raison de la persécution contre Dom Pedro. Celui-ci, depuis le début de sa mission pastorale au Mato Grosso, s'est mis du côté des pauvres et des opprimés. Et plus spécialement des petits cultivateurs, des indiens et des travailleurs agricoles. La cause de Dom Pedro est la cause du peuple. L'Évangile qu'il suit est l'Évangile de la justice et de la libération.

Dans sa vie, dans ses prédications, dans ses écrits, dans ses visites au peuple du sertan (2), dans ses appels aux autorités, dans ses conflits avec les puissants, il a toujours lutté pour cette cause et pour cet Évangile. Il est donc logique qu'il soit victime de ces persécutions. Jésus-Christ les a subies et les a annoncées à ses disciples. L'Église les connaît dans son histoire de tous les temps.

Frères de la prélature:

En ce moment "c'est le temps de l'épreuve, mais c'est aussi le temps de la foi, de l'unité et de la fermeté", comme disait notre évêque lors de la persécution de 1973. En ce moment-ci, nous tous qui formons le peuple de Dieu dans cette région, nous devons nous unir dans une même conscience et un même courage. Plus le pouvoir des ténèbres grandit et nous envahit, plus la lumière de notre foi doit briller. Plus la persécution atteint notre Église, plus notre espérance doit être vive. Sachons prêter attention à la parole du Seigneur: aujourd'hui comme au temps du procès contre Jésus, les ennemis cherchent à atteindre le pasteur pour disperser les brebis (Marc 14,27).

Le peuple de la prélature sera dûment informé sur tout ce qui pourra se produire. Que personne ne prête l'oreille aux faux bruits et aux rancœurs!

Dom Pedro est toujours notre évêque et il continue son ministère parmi nous. En toute circonstance il continuera d'être notre évêque. Même s'il est un jour expulsé, Dom Pedro Casaldáliga continuera, dans ou hors du pays, d'être le seul évêque légitime de la prélature de São Félix. Aucun pouvoir au monde ne peut enlever à Dom Pedro son caractère d'évêque parmi nous que l'Esprit-Saint lui a donné lors de l'ordination du 23 octobre 1971 à laquelle nous avons tous assisté avec émotion. Notre force, c'est le Seigneur, chantons-nous dans les psaumes. Il sera toujours au milieu de nous si nous restons unis autour de son Nom (Matthieu 18,20). C'est à lui qu'aujourd'hui nous confions avec force son Église de la prélature de São Félix. La mère de Jésus, qui est mère de l'Église, nous réconforte en ce moment avec affection.

L'équipe pastorale de la prélature de São Félix
(Mato Grosso)

São Félix, le 20 septembre 1975

2- LETTRE AUX FRERES DE TOUTES LES EGLISES DU BRÉSIL, ENVOYEE PAR LE
DIOCESE DE GOIÁS LE 13 SEPTEMBRE 1975

Réunis en assemblée diocésaine, nous laïcs, religieuses, prêtres et évêque, représentants du peuple de Dieu pour l'Eglise de Goiás, avons reçu de source sûre l'attristante information selon laquelle notre frère Dom Pedro Casaldáliga, évêque de São Félix (Mato Grosso), est menacé d'expulsion du Brésil, en vertu d'un procès sommaire, sans droit de défense, en cours devant le ministère de la Justice.

Ce n'est pas la première fois que nous recevons des nouvelles sur les poursuites exercées contre l'Eglise de São Félix. Mais celle-ci est la plus grave. Non point parce que les injustices dont sont victimes les petits cultivateurs, les journaliers et les indiens qui vivent là-bas, ont moins d'importance; ce sont tous des gens de même valeur et ayant les mêmes droits. Mais cette fois, on veut couper la tête de celui qui est vraiment une force patriotique en faveur du peuple opprimé de ces régions du Mato Grosso et du Goiás.

Les vrais intéressés à l'expulsion de Dom Pedro sont ceux qui veulent que le peuple travaille à bas prix. Ce sont les grands propriétaires, brésiliens ou étrangers, qui ont pris toutes les terres où le peuple vit depuis de nombreuses années. Ce sont ceux qui recherchent du personnel pour abattre la forêt et planter de l'herbe, et qui, après, ne s'intéressent qu'aux bovins. Des bovins qui réclament peu de main-d'oeuvre, ne provoquent pas de problèmes sociaux et sont une garantie de profit.

Et quel est le destin du peuple des petits cultivateurs, des journaliers et des indiens? Il ne semble pas que les autorités soient disposées à résoudre ce problème de nos frères. Par ailleurs, l'accord entre autorités et grands propriétaires devient de plus en plus patent.

Il y a quelque temps, la chaîne de télévision "Globo" de Rio de Janeiro, financée par on ne sait qui (on le sait trop bien), a déclenché une campagne de calomnie contre Dom Pedro. Comme à l'accoutumée, on déclare que c'est "un subversif et un communiste", qu'il incite à la révolte les petits cultivateurs contre les grands propriétaires terriens, lesquels sont présentés comme de bons brésiliens, des chrétiens exemplaires et de nouveaux pionniers du pays.

Nous qui connaissons le travail de Dom Pedro et de son Eglise, qui sommes ses amis et partageons la même cause évangélique, nous dénonçons cette injustice au nom de l'amour de la vérité et de la justice, et nous la rejetons énergiquement au nom du Seigneur Jésus. Nous savons que si nous gardions le silence sur ce mal, nous serions ses complices puisque, par lâcheté, nous laisserions le mensonge être substitué à la vérité, le mal accepté comme un bien, et l'omnipotence considérée comme la justice.

Nous en profitons également pour dénoncer la campagne de diffamation dont sont l'objet Dom Ivo Lorscheiter, secrétaire général de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), et Dom Paulo Evaristo Arns, archevêque de São Paulo (3). Nous affirmons clairement que nous ne sommes pas dupes de l'imposture dont tous deux sont victimes. Nous leur témoignons notre grande estime et notre profonde amitié.

(3) Cette campagne a, dans les mois précédents, pris la forme de lettres anonymes dénonçant leur "immoralité" (N.d.T.)

En écrivant à nos frères de toutes les Eglises du Brésil, nous voulons attirer leur attention sur la réalisation, dans le cas présent, de la prophétie du Christ concernant ses disciples, laquelle a, tout au long de la vie de l'Eglise, toujours été signe de vitalité et de fidélité à l'Evangile: "S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront vous aussi" (Jean 15,20).

Nous voulons enfin demander à tous de ne pas avoir honte de notre condition de frères et de responsables les uns des autres; et de nous unir dans un même sentiment fraternel pour la cause pure de la vérité et de la justice, comme le Seigneur nous le commande: "Si vous vous aimez les uns les autres, tous vous reconnaîtront pour mes disciples" (Jean 13,35).

Goiás, le 13 septembre 1975
Dom Tomás Balduino o.p.
évêque diocésain.

3- NOTE SUR DOM PEDRO CASALDÁLIGA, PRESENTÉE PAR L'EVEQUE DE GOIÁS EN SEPTEMBRE 1975 (Intertitres de DIAL)

"Si la première mission de l'évêque est d'être "prophète" et si "le prophète est celui qui dit la vérité devant le peuple"; si être évêque "est devenir la voix de ceux qui sont sans voix, je ne pourrais honnêtement pas rester la bouche fermée au moment de recevoir la plénitude du "service sacerdotal" (1ère lettre pastorale de Dom Pedro Casaldáliga).

Dom Pedro Casaldáliga, l'actuel évêque de la prélatrice de São Félix do Araguaia, de nationalité espagnole, est arrivé au Brésil comme missionnaire en février 1968. Un an auparavant, il avait renoncé à sa charge de supérieur provincial de sa congrégation en Aragon (Espagne) pour assumer un choix de vie auprès des populations pauvres du Brésil. Arrivé ici, il s'est fixé à São Félix do Araguaia (Mato Grosso), au service d'une zone immense qui s'étend sur 150.000 km², dans le territoire de l'Amazonie légale. La prélatrice compte quatorze villages, plusieurs domaines, dix tribus indiennes et se répartit sur une bande de territoire qui reçoit la plus grande partie des investissements agropastoraux - domaines et Sociétés d'élevage - approuvés par la Surintendance pour le développement de l'Amazonie (SUDAM).

La population devant laquelle s'est trouvé Dom Pedro Casaldáliga était constituée de petits cultivateurs, de journaliers, d'indiens, de petits commerçants, hommes du fleuve, chauffeurs de camion, vachers, pilotes de bateau, policiers, vendeurs ambulants et autres types d'itinérants. Le problème de la région a été publiquement connu grâce à la première lettre pastorale de Dom Pedro Casaldáliga, à l'occasion de son ordination épiscopale en 1971, lettre pastorale dont le titre est: "Une Eglise d'Amazonie en conflit avec les grands propriétaires et aux prises avec la marginalisation des habitants" (4). Dans un nouveau styme de lettre pastorale, il s'agit d'un rapport extrêmement clair sur les problèmes de la région et l'action de l'Eglise. D'un côté la grande propriété, de l'autre la marginalisation sociale. Les orientations pastorales de Dom Pedro vont dans le sens de cette seconde perspective, c'est-à-dire qu'il a assumé

(4) Cf. la présentation DIAL de ce document dans Croissance des Jeunes Nations, n° 119, janvier 1972: "En Amazonie, la réforme agraire sacrifie l'homme au boeuf" (N.d.T.)

tous les problèmes du peuple marginalisé. Ce choix allait entraîner pour lui un certain nombre de conséquences dont nous allons parler.

(Une Eglise "en état de persécution")

"Notre amertume ne signifie pas manque d'espérance. C'est dans son Esprit et dans son Eglise que lui, le Christ, propose aux hommes la lumière dont ils ont besoin... le courage de pratiquer la justice et de supporter les sacrifices qu'elle comporte" (1ère lettre pastorale).

Le 16 décembre 1971, Luís Barreira de Souza, petit cultivateur de Serra Nova, est arrêté pour avoir hébergé l'évêque et des membres de son équipe, arrestation opérée sur l'ordre du gouverneur de l'Etat du Mato Grosso de l'époque (5). Au terme d'une longue période de conflits entre la Société Codeara et les petits cultivateurs de Santa Terezinha (village de la prélatrice), la population du coin subit la répression militaire, avec destruction de l'école et du dispensaire, répression qui atteint son point culminant avec l'ouverture d'un procès contre l'un des prêtres de la prélatrice: François-Jacques Jentel (6). Condamné à dix ans de réclusion par le Tribunal militaire de Campo Grande, il reste en prison pendant un an et quatre mois (7) jusqu'au moment de son acquittement par le Tribunal militaire suprême.

Le 7 juin 1973, le domicile de l'évêque est violé par un détachement composé de membres de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air et de la Police militaire, sous les ordres du colonel Euro Barbosa de Barros.

Des membres de l'équipe de la prélatrice ont été torturés à l'électricité, disparus pendant plusieurs jours et emmenés à Brasília. Tous ont été contraints de déclarer que l'évêque Casaldáliga était un subversif, qu'il incitait le peuple à la lutte armée. Un certain nombre d'entre eux ont fait l'objet d'enquêtes policières militaires (IPM) et été soumis à des interrogatoires à São Félix et à Goiânia. A cette occasion, Dom Pedro a envoyé une lettre pastorale au peuple de la prélatrice, lettre dans laquelle il disait en particulier: "C'est le temps de l'épreuve, frères, mais c'est aussi le temps de la foi, de l'unité et de la fermeté. C'est l'heure du choix: ou avec le peuple et le Christ, ou contre le Christ et le peuple. Personne ne peut servir deux maîtres, a dit Jésus".

L'opération policière et militaire s'est simultanément étendue à tous les villages de la région, avec violations de domicile, coups et blessures, arrestations et tortures appliquées au siège même du domaine Agropasa, transformé en "quartier général" de l'opération. C'est dans cette ferme qu'ont été emmenés les prêtres, les religieuses, les laïcs et les gens du peuple. Quant à l'évêque, il a eu droit à un traitement "plus courtois" en raison de sa charge, bien que, dès le début, ils l'aient menacé de le frapper et maintenu en résidence surveillée pendant quatre jours. Cette différence de traitement laissait déjà entendre que les organes de sécurité mettaient en pratique un autre plan d'action. Ce plan allait, par la suite, débiter par la distribution d'un tract dont le texte était à teneur religieuse mais dont la fin "incitait à la subversion par les sacrements". Illustré d'une croix et d'une faucille, ce

(5) cf document DIAL D 19 (N.d.T.)

(6) Sur l'affaire Jentel, cf documents DIAL D 59,60,61,62,63, 103,105,109,176 (N.d.T.)

(7) En réalité, tout juste un an (N.d.T.)

tract a été distribué pendant la messe concélébrée par dix-neuf évêques sur les bords du fleuve Araguaia: en témoignage de solidarité avec Dom Pedro, son équipe et la population. Ce document a paru étrange à tout le monde, étant donné que les gens de l'endroit reconnaissent facilement les textes ou bulletins de la prélature.

(Le peuple écrasé)

Les dénonciations de Dom Casaldáliga n'ont pas été un fait isolé. Elles ont trouvé écho dans les déclarations d'autres évêques de l'épiscopat national du Pará, de l'Acre, de Goiás, du Maranhão qui y voyaient la description d'une situation identique dans leurs diocèses respectifs, c'est-à-dire la spoliation des cultivateurs par le fait des grandes Sociétés d'exploitation, l'expulsion continuelle des gens des terres où ils se trouvaient et qu'ils travaillaient, la désagrégation des familles, l'insécurité au plan de la subsistance la plus élémentaire. Il importe de souligner que la répression n'a jamais cessé dans la région de São Félix et qu'au long de la période qui va de 1972 à aujourd'hui, elle a seulement pris des formes différentes dont la plus élaborée est, par exemple, l'infiltration de militaires munis de fausses pièces d'identité, se faisant passer pour des prêtres ou des candidats au sacerdoce et se déclarant une vocation pour travailler dans ce milieu de population.

En mai 1973, six évêques du Centre-ouest du Brésil publient un document dont la répercussion est grande dans le pays et à l'étranger, sous le titre "Marginalisation d'un peuple - le cri des Eglises" (8). Parmi les signataires, il y a Dom Pedro Casaldáliga. Dans ce document, les évêques citent un extrait du document papal *Gaudium et Spes*: "Il faut mettre au rang des droits fondamentaux de la personne le droit des travailleurs de fonder librement des associations capables de les représenter d'une façon valable et de collaborer à la bonne organisation de la vie économique, ainsi que le droit de prendre librement part aux activités de ces associations, sans courir le risque de représailles".

En décembre de la même année, un document d'urgence est publié par des évêques et des missionnaires sous le titre "Y Juca Pirama - L'indien, celui qui doit mourir". Il est signé par six évêques et six missionnaires qui travaillent au Pará, Maranhão, Mato Grosso, Goiás et Paraná.

Il n'est pas difficile de percevoir, grâce à ce texte, l'âpre lutte qu'entreprend cet évêque pour la défense des droits de l'homme au bénéfice d'un peuple qui vit en permanence en état de famine, dans une région totalement dépourvue de moyens, en proie au phénomène des migrations continuelles à la recherche d'un lopin de terre pour y demeurer, en butte à la répression s'exerçant sur les journaliers et les petits cultivateurs. Il s'agit en réalité d'un régime d'esclavage, camouflé la plupart du temps sous l'argument de la recherche du développement économique. Récemment, le décret-loi sur la création des pôles de développement transforme la région de São Félix en zone prioritaire d'élevage, ce qui réduira de beaucoup les possibilités d'utilisation de main-d'oeuvre, aboutira à l'expulsion d'autres petits cultivateurs de leurs lopins de terre et compromettra la vie agricole du pays. Les populations expulsées vont aller grossir les courants migratoires qui circulent dans tout le pays à la recherche de travail et d'une possibilité de survie. Elles finissent

(8) Publié en français par DIAL en co-édition avec le Comité Catholique contre la Fam et pour le Développement, et le Centre

presque toujours par s'agglutiner dans les périphéries des villes de l'intérieur des Etats économiquement plus développés, ou se transforment en habitants de bidonvilles des grandes métropoles. Il s'agit en réalité d'un écrasement continu du peuple, d'une suppression de ses possibilités de revendiquer ses droits fondamentaux les plus essentiels.

(Une campagne concertée d'intimidation)

Au moment du lancement de ce document, toutes ces données ne constituent cependant qu'une toile de fond permettant de situer les faits plus graves que nous allons relater.

On fait officieusement savoir, mais de façon suffisamment habile pour que l'information parvienne aux intéressés, qu'un décret d'expulsion est en préparation pour l'évêque Pedro Casaldáliga. Nous disions tout à l'heure que la répression et la campagne de diffamation ne se réduisaient pas aux seules arrestations et tortures ou aux faux tracts pour compromettre l'Eglise de São Félix. Voici la suite des événements.

1) La chaîne de télévision "Globo", dans son édition nationale des 20 juin et 17 juillet 1975, annonce l'existence d'un évêque subversif dans l'Eglise, évêque qui incite à la subversion par les sacrements. On montre alors aux téléspectateurs un faux tract rédigé par les services de répression, celui-là même qui avait été distribué au cours de la messe célébrée solidairement au bord du fleuve Araguaia par dix-neuf évêques et le représentant du cardinal de São Paulo. L'information du journal télévisé "Amanhã" de la chaîne "Globo" a coïncidé avec la Rencontre pastorale d'Amazonie, à Goiânia, au cours de laquelle les discussions ont porté sur le problème des terres, et à laquelle a participé Dom Pedro Casaldáliga, entre autres évêques, prêtres et laïcs.

Le 18 juillet 1975, le journal télévisé "Amanhã" de la chaîne "Globo" redonne la même information et ajoute que l'évêque de São Félix a écrit un livre de poèmes intitulé "Tierra Nuestra, libertad" (9) et considéré comme subversif. Soit dit en passant, des extraits de poèmes ont été retirés de leur contexte et utilisés dans le sens des objectifs de cette campagne.

Le 20 juillet 1975, l'émission télévisée de grande audience "Fantástico" donne un long reportage sur Dom Pedro Casaldáliga en mélangeant le faux tract avec des passages de ses poèmes. Le texte du reportage est reproduit par quelques journaux; le "Jornal do Brasil" précise que ce texte a été publié "sur demande". L'hebdomadaire "Movimento" fait aussitôt après un commentaire sur le reportage de l'émission "Fantástico" et reproduit la mise au point publiée par Dom Casaldáliga dans le bulletin de la prélature "Alvorada". Aucun autre organe de presse ne s'est manifesté. Seul, le bulletin d'information de la Conférence nationale des évêques du Brésil a reproduit un passage du texte d'"Alvorada".

2) Pendant que se tenait à Goiânia la Rencontre pastorale d'Amazonie, du 19 au 22 juin 1975, des incidents ont eu lieu:
- Des individus ont pénétré dans les locaux du Centre de perfectionnement du diocèse de Goiânia pour essayer d'installer des appareils d'enregistrement;

(9) Ce recueil de poèmes venait d'être publié en Argentine. Il fait suite à un premier recueil intitulé "Clamor elemental" publié en Espagne en 1971 et dont DIAL a donné des extraits: cf

- L'archevêque de Goiânia, Dom Fernando Gomes, a été ouvertement photographié par des inconnus chaque fois qu'il sortait de chez lui pour se rendre au local de la rencontre;
- A la télévision de Goiânia, Dom Pedro Casaldáliga a enregistré trois interviews dont aucune n'a pu être retransmise "pour raisons techniques", conformément à ce qui lui a été dit;
- Dom Estêvão Cardoso de Avelar, évêque de Marabá, de retour chez lui dans un avion des Forces aériennes brésiliennes, s'est vu retenir et fouiller la valise d'où ont été retirés tous les documents concernant la Rencontre pastorale d'Amazonie;
- Un expert laïc de la Rencontre, à l'atterrissage à Rio, s'est vu saisir ses documents personnels ainsi que ceux de la Rencontre;
- Pendant la durée de la Rencontre pastorale d'Amazonie, l'aéroport Ste-Geneviève de Goiânia est resté sous surveillance étroite. Les numéros de carte d'identité de tous les passagers ont été relevés.

A São Félix:

- Des individus étrangers à la ville sont venus demander des photos de l'évêque, tant en pose officielle qu'en instantanés. Ils ont déclaré que c'était sur ordre du commissaire de police. Certains étaient accompagnés par des militaires;
- Un cultivateur a subi des menaces pour l'obliger à signer un document qui attribuait à l'évêque la responsabilité de l'incitation à la lutte armée des petits cultivateurs de la région; malgré les pressions, le paysan a résisté et refusé de signer;
- Le 29 juillet 1975, le délégué de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) de Barra do Garças, siège de la commune dont dépend São Félix, a envoyé un message radio à Dom Pedro. Dans ce message, le délégué, capitaine Reinaldo, déclarait qu'il était l'objet de pressions et menacé d'être muté à Cuiabá. Il déclarait également qu'il avait en sa possession un document apportant la preuve des intentions des autorités supérieures de "mettre la main sur l'évêque". Il recommandait à Dom Pedro de se tenir sur ses gardes et lui renouvelait l'expression de son admiration pour le travail effectué dans la prélatrice. Cinq jours plus tard, le capitaine Reinaldo était arrêté et emmené à Cuiabá, et de là transféré à Rio de Janeiro où l'on sait qu'il a été interné dans une clinique psychiatrique (10);
- On sait que le Nonce apostolique, Mgr Carmine Rocco, a donné connaissance à Dom Pedro des menaces voilées dont il a eu connaissance à propos de "Tierra nuestra, libertad";
- Dans l'Etat du Pará, dans l'une des églises les plus importantes a été distribué en juillet le même faux tract de la messe de l'Araguaia, rédigé par les services militaires de répression, impliquant non seulement l'évêque Pedro Casaldáliga mais aussi Dom Antônio Fragoso, évêque de Cratêus.

(La solidarité nécessaire)

Qu'y a-t-il derrière l'affaire Dom Pedro Casaldáliga? Quel est le but de toutes ces menaces?

Nous ne pensons pas que les faits se produisent de façon isolée. Ils s'inscrivent dans le contexte plus profond, plus sérieux, d'une exigence

(10) C'est la première fois qu'au Brésil il est fait mention d'une méthode de répression qui n'était alors connue qu'en Union soviétique, et dont la gravité est à souligner (N.d.T.)

de responsabilité approfondie de la part de l'Eglise. Plusieurs attaques ont déjà été déclenchées. Mais l'Eglise, dépositaire du message du Christ, mène à bien la défense des droits de l'homme, la lutte pour la liberté, les dénonciations concernant les actes arbitraires commis et les injustices de toutes sortes. Des campagnes de diffamation ont déjà été organisées contre Dom Hélder Câmara, contre Dom Ivo Lorscheiter, secrétaire général de la Conférence nationale des évêques du Brésil; contre le diocèse de São Paulo, par l'implication de frères dans l'épiscopat et par la création d'un climat de calomnies et de dissensions; contre Dom Waldir Calheiros, de Volta Redonda; contre des prêtres, des religieuses, des laïcs engagés dans la pastorale; contre d'autres évêques, de façon moins explicite.

C'est une situation, créée par le système politique, de restriction des libertés humaines, laquelle est mise en question par l'Eglise et même soulignée par le pape Paul VI quand il parle du climat d'opposition existant entre les dirigeants du régime et les pasteurs du Christ. Les plus directement atteints sont ceux qui, de façon plus évidente, prennent la défense des opprimés, des pauvres, des marginaux en tous genres, des prisonniers politiques, des étudiants, des ouvriers, des professeurs et des intellectuels.

Certaines autorités gouvernementales allèguent que Dom Casaldáliga, s'il était expulsé, ne le serait pas au titre d'évêque mais de citoyen étranger ordinaire. La naïveté évidente d'une telle argumentation crie vers le ciel. Comment est-il possible de séparer l'image d'un évêque aussi engagé dans la cause du Christ de celle d'un citoyen ordinaire? Pourquoi utiliser le stratagème de sa situation d'étranger pour pouvoir mieux l'expulser du pays? Bien sûr, l'arrestation ou le jugement d'un évêque contribuerait au dénigrement de l'image du Brésil à l'étranger.

Il faut que tout le monde le sache: l'Eglise n'accepte pas cette explication.

L'Eglise sait qui est l'évêque Casaldáliga et elle connaît son ardent travail missionnaire. Le peuple du sertan du Mato Grosso le reconnaît comme un frère, comme un compagnon de tous les instants. L'utilisation des moyens de communication que fait le gouvernement pour salir la figure de Dom Casaldáliga n'aura pas, dans l'Eglise et dans le peuple brésilien, l'écho qu'en attend la répression. L'évêque est beaucoup plus connu qu'on ne le croit. L'Eglise unie défendra son frère à tout prix. Il s'agit d'un geste de solidarité dans tout le Brésil, et qui s'étendra au-delà de ses frontières puisque les européens, en particulier les espagnols, suivent de très près le travail de la prélature de São Félix.

Il faut que le "cri des Eglises" résonne de toutes parts, comme le dit le document des évêques du Centre-ouest. Et cela, pas seulement parce qu'il s'agit d'un évêque qui risque d'être expulsé.

Il s'agit aussi des procès d'expulsion du Frère Giorgio Callegari, dominicain italien, actuellement hors du pays et empêché de rentrer par décision militaire; de Júlio Vicini, prêtre italien, déjà arrêté et condamné, bien qu'acquitté par le Tribunal militaire suprême de

Brasília. Nous n'oublions pas que des laïcs de nombreux diocèses et prélatures ont été arrêtés, torturés; que d'autres ont disparu ou disparaissent. La répression mène à bien son programme et l'Eglise est devenue sa cible. Nous n'oublions pas les arrestations massives de début 1974 à São Paulo qui, dans la plupart des cas, concernaient des personnes travaillant dans le cadre de la pastorale et des tâches communautaires.

Il s'agit d'une persécution ouverte contre l'Eglise de Notre Seigneur Jésus-Christ dans le Brésil d'aujourd'hui.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie; DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249